



## Conseil économique et social

Distr. générale  
31 mai 2007  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2007

Genève, 2-27 juillet 2007

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

### Rapport du Secrétaire général

#### Additif

### Questions appelant une décision de la part du Conseil économique et social ou portées à son attention

#### *Résumé*

Le présent additif au rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes contient les résolutions et les décisions adoptées lors des sessions ordinaires des commissions régionales au cours du premier semestre de 2007 : la Commission économique pour l'Europe a tenu sa soixante-deuxième session à Genève du 25 au 27 avril 2007, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a tenu sa soixante-troisième session à Almaty (Kazakhstan) du 17 au 23 mai 2007, et la Commission économique pour l'Afrique a tenu la quarantième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007. Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes tiendra sa vingt-quatrième session à New York le 5 juin 2007, et toutes les résolutions et décisions issues de la réunion auxquelles le Conseil doit donner suite ou qui ont été portées à son attention figureront dans l'additif 2 (E/2007/15/Add.2).

---

\* E/2007/100.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision de la part du Conseil . . . . .	1	3
A. Commission économique pour l'Afrique . . . . .	1	3
II. Questions portées à l'attention du Conseil . . . . .	2–53	5
A. Commission économique pour l'Europe . . . . .	2–5	5
B. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique . . . . .	6–27	5
C. Commission économique pour l'Afrique . . . . .	28–53	13

## I. Questions appelant une décision de la part du Conseil

### A. Commission économique pour l'Afrique

1. À la quarantième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, tenue à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a approuvé le projet de résolution suivant sans procéder à un vote, pour adoption par le Conseil. Après l'approbation de la CEA, la délégation du Maroc a rejeté le projet de résolution en raison de réserves concernant l'alinéa a) du paragraphe 1.

#### **Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission économique pour l'Afrique**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 844 (XXXIX) de la Commission économique pour l'Afrique du 16 mai 2006 sur le repositionnement de la Commission économique pour l'Afrique afin qu'elle réponde mieux aux priorités de l'Afrique, dans laquelle la Commission a approuvé l'orientation stratégique, les principes directeurs et les propositions concernant le repositionnement de la CEA et a demandé au Secrétaire exécutif de faire le nécessaire pour donner effet à ces propositions dans le plan-programme de la CEA pour la période biennale 2008-2009 et réaligner les mécanismes intergouvernementaux, le programme et les structures organisationnelles de la CEA de façon à améliorer la gestion et les modalités de fonctionnement du secrétariat afin d'obtenir de meilleurs résultats;

*Tenant compte* de la décision AU/Dec.14 (VII) adoptée par l'Assemblée de l'Union africaine à sa septième session ordinaire tenue le 2 juillet 2006, concernant le renforcement du partenariat entre la Commission de l'Union africaine, la CEA et la Banque africaine de développement, par laquelle il a accueilli favorablement l'engagement pris par le Secrétaire exécutif de la CEA de renforcer et de repositionner la CEA en vue de porter remède aux problèmes de développement de l'Afrique et a réaffirmé le rôle que joue la Commission en tant qu'institution essentielle et nécessaire des Nations Unies en Afrique, chargée d'épauler l'Union africaine et les communautés économiques régionales dans leurs efforts pour définir, formuler et défendre des positions communes sur les politiques ainsi que les problèmes et les objectifs de développement, et pour promouvoir et soutenir le développement économique et social en Afrique;

*Rappelant* la décision de l'Union africaine AU/Dec.140 (VIII) adoptée par l'Assemblée de l'Union africaine à sa huitième session ordinaire tenue le 30 janvier 2007, concernant le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, par laquelle les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont avalisé la signature par l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine d'une Déclaration intitulée « Renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : Cadre du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine »;

*Ayant à l'esprit* la résolution 61/234 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2006, sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique, dans laquelle l'Assemblée générale s'est

félicitée que la Commission se soit employée à se repositionner pour mieux répondre aux défis que doit relever l'Afrique;

*Notant avec satisfaction* les consultations approfondies et le dialogue continu engagés par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique avec le Groupe des ambassadeurs africains à Addis-Abeba et New York respectivement, en vue de les tenir au courant des réformes qu'il a mises en œuvre pour repositionner la Commission, notamment l'adoption du nouveau programme et des nouvelles structures organisationnelles du Secrétariat de la Commission;

*Considérant* que, conformément à la requête formulée par l'Assemblée générale et aux dispositions des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, la structure intergouvernementale de la Commission devrait refléter la nouvelle structure du programme adoptée à la suite du repositionnement de la Commission;

*Soulignant* la nécessité de mieux définir la composition et les objectifs des structures proposées pour le mécanisme intergouvernemental, ainsi que les règles régissant leur fonctionnement, en tenant dûment compte des conditions et du contexte réglementaire de chacune des communautés économiques sous-régionales;

*Ayant examiné* le projet de mécanisme intergouvernemental figurant dans le document E/ECA/COE/26/10;

*Approuve* le projet de mécanisme intergouvernemental de la Commission économique pour l'Afrique, en tenant compte du débat dont il a été l'objet, ainsi que des recommandations qui ont été faites à la quarantième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, à savoir :

- a) Organiser une conférence annuelle unique UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique;
- b) Remplacer le Comité intergouvernemental d'experts par des conférences ministérielles sous-régionales dont les réunions seront organisées conformément aux dispositifs intergouvernementaux en place dans chaque sous-région;
- c) Organiser les organes subsidiaires de la Commission économique pour l'Afrique en sept comités sectoriels :
  - i) Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable;
  - ii) Comité de la gouvernance et de la participation populaire;
  - iii) Comité de l'information, la science et la technologie au service du développement;
  - iv) Comité du commerce, de la coopération régionale et de l'intégration;
  - v) Comité de la participation des femmes au développement;
  - vi) Comité de statistique;
  - vii) Comité du développement humain et social.

## II. Questions portées à l'attention du Conseil

### A. Commission économique pour l'Europe

2. À sa soixante-deuxième session, tenue à Genève du 25 au 27 avril 2007, la Commission économique pour l'Europe (CEE) a adopté une déclaration à l'occasion de son sixantième anniversaire, qui est portée ci-après à l'attention du Conseil.

#### **Déclaration pour le sixantième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe**

3. La Déclaration a pris acte des résultats que la Commission économique pour l'Europe a obtenus au cours des 60 dernières années par son travail de promotion de la coopération et de l'intégration et renouvelé l'engagement des États membres de la CEE de soutenir et renforcer la mise en œuvre effective du mandat de l'organisation ainsi que d'assurer une pertinence constante de ses domaines d'activité, l'accroissement de sa visibilité et l'amélioration de sa transparence.

4. La CEE peut, en exerçant plus encore son rôle de plate-forme multilatérale, contribuer de manière substantielle à faire face aux défis auxquels est confrontée la région en veillant à : en tant que partie intégrante des Nations Unies, continuer de situer dans un contexte régional les objectifs de développement et environnementaux adoptés par la communauté internationale, et appuyer leur mise en œuvre avec la participation des acteurs concernés; renforcer la cohérence du travail de développement des Nations Unies au niveau régional, en collaboration étroite avec les autres entités de la famille des Nations Unies; s'assurer que le travail de la Commission économique pour l'Europe est fondé sur ses comités sectoriels; continuer à offrir un forum pour un dialogue ouvert entre les États membres et les autres parties prenantes, portant sur ses domaines de compétence; aider les pays à mettre en œuvre les résultats intergouvernementaux par des activités sectorielles et de coopération technique; appuyer les efforts engagés par des processus d'intégration régionale et sous-régionale; et remplir mieux encore le mandat global des Nations Unies pour l'égalité entre hommes et femmes au moyen de la promotion d'une approche économique de cette égalité comme facteur de croissance durable.

5. En conclusion, la Commission économique pour l'Europe est bien placée dans l'architecture paneuropéenne et transatlantique pour continuer à traiter des questions transfrontières, promouvoir la prospérité et contribuer à la construction d'un espace économique régional commun et a exprimé le soutien renouvelé des États membres de la CEE à une organisation revitalisée qui représente un forum essentiel pour répondre efficacement à leurs besoins évolutifs.

### B. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

6. À sa soixante-troisième session, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 17 au 23 mai 2007, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a adopté une déclaration pour son sixantième anniversaire ainsi que plusieurs autres résolutions et décisions, qui sont ci-après portées à l'attention du Conseil.

**Déclaration d'Almaty : Commémoration du sixantième anniversaire de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique**

7. La Commission a reconnu la portée historique de la session, tenue pour la première fois en Asie centrale à l'occasion de son sixantième anniversaire, et a célébré le fait qu'elle a vu, au cours des 60 années écoulées, le nombre de ses membres augmenter de 10 en 1947 à 62 aujourd'hui, dans une région où vivent les deux tiers de la population mondiale et qui se caractérise par une riche diversité de cultures et de systèmes économiques et sociaux. La Commission a vivement remercié le Gouvernement et le peuple kazakhs d'avoir accueilli la session et a rendu hommage à M. Kim Hak-Su, Secrétaire exécutif de la CESAP, pour avoir pris en main la revitalisation de la Commission.

8. La Commission a également rappelé la résolution 1998/46 du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1998, concernant les mesures supplémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, qui reconnaît le rôle des commissions régionales en tant qu'avant-postes de l'Organisation, s'acquittant de ses fonctions d'établissement de normes, de diffusion et d'analyse, et permettant d'articuler les perspectives régionales sur les questions mondiales et de dégager un consensus dans leurs régions respectives. Rappelant la Déclaration du Millénaire<sup>1</sup> et le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>2</sup>, la Commission a réaffirmé son engagement de renforcer l'autorité et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que sa capacité de s'attaquer efficacement à tous les problèmes qui se posent en cette période de développement socioéconomique rapide. La Commission a également rappelé la Déclaration de Shanghai<sup>3</sup>, une résolution historique adoptée à Shanghai (Chine), la ville de naissance de la Commission, dans laquelle elle définit sa vision d'ensemble pour réduire la pauvreté, gérer la mondialisation et faire face aux problèmes sociaux nouveaux.

9. En réaffirmant le rôle crucial de la Commission dans la promotion de la coopération régionale et sous-régionale et dans l'aide fournie aux membres et aux membres associés dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, la Commission s'est engagée à continuer de s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies pour la région, convaincue qu'elle est bien placée pour étendre la portée de la coopération régionale en renforçant les liens avec les organisations sous-régionales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Organisation de coopération économique, la Communauté économique eurasienne, le Forum des îles du Pacifique, l'Association sud-asiatique de coopération régionale et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. La Commission a noté avec préoccupation les disparités grandissantes entre pays et à l'intérieur d'un même pays, dans une région qui compte les économies les plus dynamiques du monde, et s'est donc déclarée résolue à renforcer la coopération Sud-Sud et à accélérer l'intégration de l'Asie centrale dans les économies régionales de l'Asie et du Pacifique, notamment en renforçant le Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale.

---

<sup>1</sup> Résolution 55/2 de l'Assemblée générale du 8 septembre 2000.

<sup>2</sup> Résolution 60/1 de l'Assemblée générale du 18 septembre 2005.

<sup>3</sup> Résolution 60/1 de la Commission du 28 avril 2004.

10. La Commission a exprimé sa détermination à faire du XXI<sup>e</sup> siècle celui de l'Asie et du Pacifique, au cours duquel la pauvreté sera éliminée et où toutes les femmes auront les mêmes chances que les hommes de mener une vie saine, paisible et productive, et elle s'est engagée à soutenir les efforts de la CESAP en se renouvelant pour concrétiser sa vision d'un siècle de l'Asie et du Pacifique. La Commission a prié le Secrétaire exécutif de redynamiser le rôle de la Commission en tant que centre régional de développement, en étroite collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, et de renforcer le rôle de direction de la Commission dans la promotion de la coopération Sud-Sud. Elle a également prié le Secrétaire exécutif de mieux faire connaître la Commission et de promouvoir une meilleure compréhension de son rôle de mobilisation et de recherche d'un consensus en tant que seul organe représentatif de la région de l'Asie et du Pacifique, et s'est engagée à fournir un appui ferme et constant à la CESAP dans le rôle moteur qu'elle joue pour favoriser la coopération régionale, se préparer à un siècle de l'Asie et du Pacifique et créer un avenir meilleur pour l'humanité tout entière.

### **Révision de l'appareil de conférence de la Commission**

11. La Commission a décidé de renvoyer la révision de l'appareil de conférence de la Commission, y compris les priorités thématiques et sectorielles et l'appareil subsidiaire, à sa soixante-quatrième session, et a prié le Secrétaire exécutif de s'attacher avant tout à faciliter des consultations efficaces entre les membres et les membres associés pour procéder à une révision complète de l'appareil de conférence de la Commission.

### **Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP**

12. La Commission a pris note avec satisfaction du plan d'action régional pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP<sup>1</sup> et a invité tous les membres et, s'il y a lieu, les membres associés à en tenir compte pour élaborer et mettre en œuvre leurs propres stratégies nationales de développement afin de réaliser ces objectifs. La Commission a également pris note avec satisfaction du partenariat régional tripartite existant<sup>4</sup> pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui fournit une plate-forme régionale commune à la réalisation des objectifs, ainsi que des différentes activités mises en œuvre dans le cadre de l'initiative tripartite, telles que la tenue de réunions sous-régionales sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la publication par ces entités d'une série de rapports qui évaluent les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs en Asie et dans le Pacifique.

13. La Commission a prié le Secrétaire exécutif de continuer à formuler des recommandations pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015, sous la forme d'un plan d'action régional, en élaborant et affinant les éléments existants, tout en renforçant les efforts ou les processus connexes, notamment les résultats des réunions sous-régionales sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en étroite coordination avec les autres organismes des Nations Unies, les banques régionales de développement et les institutions financières.

<sup>4</sup> CESAP, PNUD et Banque asiatique de développement.

**Examen à mi-parcours de l'application du Programme d'action d'Almaty :  
répondre aux besoins particuliers des pays en développement  
sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération  
en matière de transport en transit entre les pays en développement  
sans littoral et de transit**

14. La Commission a encouragé les pays en développement sans littoral et de transit à bien préparer l'examen à mi-parcours. Elle a prié le Secrétaire exécutif, au besoin avec les partenaires régionaux et mondiaux, de mieux intégrer l'application du Programme d'action d'Almaty<sup>5</sup> dans le programme de travail du secrétariat pour que ce dernier aide les pays en développement sans littoral et de transit à mettre en place des dispositifs de coopération bilatérale, sous-régionale et régionale permettant de créer des systèmes rationnels de transport en transit, comme le prévoit le Programme d'action d'Almaty; d'aider les pays à instaurer une coopération dans le domaine du transport en transit; et de relier les réseaux de transport existants et futurs dans la région, dans le cadre notamment de l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie<sup>6</sup> et de l'Accord intergouvernemental sur le réseau de chemin de fer transasiatique<sup>7</sup>.

15. La Commission a également prié le Secrétaire exécutif d'aider les pays à accéder à l'Organisation mondiale du commerce et à négocier et mettre en œuvre des accords commerciaux tendant à faciliter l'accès aux marchés et conformes à ceux de l'Organisation mondiale du commerce, d'intensifier les activités de renforcement des capacités des organismes publics dans le domaine de la facilitation du commerce afin de créer des conditions transparentes, cohérentes et prévisibles pour favoriser le commerce international, d'aider les pays à rationaliser, simplifier et normaliser les documents et les procédures, de continuer de travailler à l'élaboration d'indicateurs efficaces pour mesurer les progrès réalisés dans l'application du Programme d'action d'Almaty au niveau régional, en étroite coordination avec les organisations compétentes, notamment le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, de mettre en œuvre des projets pilotes, dans les limites des ressources disponibles, pour appliquer la méthodologie dans certaines sous-régions sans littoral de l'Asie et du Pacifique en vue de l'examen à mi-parcours, et de fournir, dans les limites de son mandat, l'appui nécessaire à la préparation de l'examen à mi-parcours.

**Coopération entre les pays en matière d'énergie pour renforcer  
la sécurité énergétique au service du développement durable  
en vue d'élargir l'accès aux services énergétiques dans les pays  
les moins avancés, les pays en développement sans littoral  
et les petits États insulaires en développement**

16. La Commission a réaffirmé sa détermination à appliquer le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>8</sup>; elle a pris note des résultats de l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les

---

<sup>5</sup> Voir A/CONF.202/3, annexe I.

<sup>6</sup> Voir la résolution 60/4 de la Commission, en date du 28 avril 2004.

<sup>7</sup> Annexe à la résolution 62/4 de la Commission, en date du 12 avril 2006.

<sup>8</sup> Voir A/CONF.191/13, chap. II.



pays en développement sans littoral<sup>9</sup> à sa huitième session et approuvé ses conclusions et recommandations concernant la coopération entre les pays en matière d'énergie; elle s'est engagée à envisager la création d'une équipe spéciale sur les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement afin d'élaborer des stratégies et prendre des mesures pour faire face ensemble aux problèmes de sécurité énergétique et d'accès à l'énergie; et a invité les gouvernements, les pays donateurs, les organes et organismes compétents des Nations Unies, les organisations internationales et sous-régionales, les institutions financières internationales et régionales, ainsi que le secteur privé et la société civile, à envisager de contribuer activement à l'application de la présente résolution au moyen de contributions financières et de la coopération technique.

17. La Commission a prié le Secrétaire exécutif de faciliter, en étroite coordination avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations apparentées en Asie et dans le Pacifique, la mise en place d'un cadre de coopération sur la sécurité énergétique et l'élargissement de l'accès aux services énergétiques en étudiant la possibilité de mobiliser des ressources extrabudgétaires, en engageant une concertation sur les mesures à prendre, en effectuant des études sur les politiques de sécurité énergétique ainsi que sur l'élargissement de l'accès aux services énergétiques et sur le rôle que peuvent jouer les sources d'énergie renouvelables et en créant des synergies ou des liens, dans la mesure du possible, avec d'autres cadres généraux de coopération énergétique tels que le système énergétique transasiatique.

18. La Commission a également prié le Secrétaire exécutif d'envisager la création d'un programme spécial sur l'infrastructure énergétique et de définir les moyens de tirer le meilleur parti des sources d'énergie disponibles à l'appui du cadre de coopération susmentionné, qui renforce les capacités nationales de planification et de gestion de l'énergie pour accroître sa durabilité, à promouvoir la coopération entre les pays pour échanger des informations, des données d'expérience, des modèles et des pratiques de référence en matière de technologies faisant appel à des sources d'énergie renouvelables, à étudier les possibilités offertes par l'énergie solaire et éolienne renouvelable et à tenir compte des préoccupations des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement dans les initiatives sous-régionales et régionales axées sur la promotion des échanges et la coopération en matière d'énergie dans l'intérêt de la population rurale.

**Migrations internationales et développement s'agissant  
des pays les moins avancés, des pays en développement  
sans littoral et des petits États insulaires en développement**

19. La Commission a engagé les membres et les membres associés, à déterminer, au besoin, les moyens de maximiser les retombées bénéfiques des migrations sur le développement et de réduire leurs incidences négatives, à intégrer les migrations internationales dans les plans de développement, notamment les stratégies de réduction de la pauvreté, et à renforcer la coopération internationale dans le domaine des migrations internationales et du développement afin de s'attaquer aux causes profondes des migrations, en particulier celles liées à la pauvreté.

<sup>9</sup> Voir E/ESCAP/63/18.

20. La Commission a prié le Secrétaire exécutif, agissant en étroite coordination avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations apparentées en Asie et dans le Pacifique, de faire en sorte que les activités du secrétariat tiennent compte des besoins spéciaux liés aux questions de migration, comme il ressort du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>8</sup>, du Programme d'action d'Almaty<sup>5</sup> et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement<sup>10</sup>, d'analyser et compiler les informations pertinentes sur les migrations internationales en vue d'identifier les grandes tendances, les nouveaux problèmes ainsi que les chances à saisir et les défis à relever dans les pays d'origine et les pays d'accueil, de continuer à offrir un cadre de concertation entre les membres et les membres associés de la Commission et à faciliter le débat sur les aspects multidimensionnels des migrations internationales, ses liens avec le développement socioéconomique et la meilleure manière d'assurer la protection sociale de tous les travailleurs migrants internationaux et de leur fournir des soins de santé de base; et de convoquer une réunion de haut niveau sur les migrations internationales et le développement en étroite coordination avec les organisations internationales apparentées s'occupant des migrations, de préférence en 2008.

**Pérennisation du financement pour réaliser l'objectif  
de couverture maladie universelle en Asie et dans le Pacifique**

21. La Commission a vivement engagé les membres et les membres associés, s'il y a lieu, à honorer pleinement les engagements pris en matière de santé, ainsi que l'a réaffirmé le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>2</sup>, en tenant compte de l'accroissement de l'aide financière consentie par certains pays développés et à envisager de continuer à mobiliser des ressources financières supplémentaires, à mettre en place des systèmes viables de financement de la santé pour leurs citoyens afin de progresser vers une couverture maladie universelle qui permette d'atteindre les objectifs de développement convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire<sup>1</sup>, à s'employer à renforcer les infrastructures et les ressources humaines consacrées à la santé et mettre en commun les méthodes de financement de la santé les plus efficaces dans chaque pays, à partager les données d'expérience sur le financement des systèmes de prestation de soins et à envisager d'inviter les acteurs nationaux et les partenaires du développement à coopérer à l'élaboration de stratégies nationales en vue d'atteindre la couverture universelle, à faire en sorte que les systèmes de financement de la santé comprennent une formule de paiement anticipé des contributions financières pour les services de santé, de façon à répartir le risque sur l'ensemble de la population, et que les ressources externes allouées à des programmes ou des activités de santé particuliers soient gérées et organisées de manière à contribuer à la mise en place de mécanismes de financement viables pour le système de santé dans son ensemble, et à renforcer la capacité de concevoir des enveloppes de prestations durant la transition vers la couverture universelle.

---

<sup>10</sup> *Rapport de la Réunion internationale pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, Port-Louis (Maurice), 10-14 janvier 2005* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.05.II.A.4 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.

22. La Commission a prié le Secrétaire exécutif, agissant en étroite coordination avec les organisations compétentes telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du Travail, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, d'aider les membres et les membres associés à renforcer leurs capacités de financement de la santé afin de réaliser l'objectif de couverture universelle et de promouvoir la coopération et l'échange de données d'expérience au niveau régional, de continuer à analyser la situation en matière de financement de la santé dans le cadre général des politiques et des activités de planification du développement des membres et des membres associés, et à fournir un appui technique à ceux qui en font la demande pour suivre les progrès réalisés vers l'objectif de couverture universelle, et d'organiser, à l'intention des membres intéressés, des consultations au plus haut niveau pour examiner le financement des soins de santé dans la région en vue de parvenir à une couverture universelle des services de santé.

**Application de la Déclaration de Busan sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase 1 (2007-2011)**

23. La Commission a décidé que, pour relever efficacement les défis croissants de la mondialisation, les autorités des gouvernements respectifs élaboreront et appliqueront, aux niveaux national, sous-régional et régional, des politiques de transport conformes aux principes suivants : formuler des politiques et cadres directifs intégrés fondés sur des évaluations stratégiques des considérations économiques, environnementales et sociales ainsi que des problèmes liés à la pauvreté; élaborer un système de transport et de logistique international intermodal intégré contribuant à l'objectif à long terme de coopération régionale à l'appui des réseaux de production et de distribution et du commerce international; accorder la priorité aux investissements dans les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique, y compris les interfaces intermodales de liaison avec les réseaux de transport par eau et de transport aérien; et mobiliser auprès de toutes les sources possibles, y compris les partenariats avec le secteur privé et autres dispositifs financiers, des ressources financières pour le développement du système de transport, son entretien et son exploitation.

24. La Commission a approuvé le Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase 1 (2007-2011), et réaffirmé son appui à l'exécution du Programme d'action d'Almaty<sup>5</sup> en faveur des pays en développement sans littoral et de transit, a encouragé les membres participant au développement de la Route d'Asie qui ne l'ont pas encore fait à ratifier, accepter ou approuver l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie<sup>6</sup> ou y adhérer, a encouragé les membres et les membres associés à continuer de donner suite aux recommandations figurant dans la déclaration ministérielle sur l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique<sup>11</sup>, a encouragé les membres participant au développement du réseau de chemin de fer transasiatique qui ne l'ont pas encore fait à signer, ratifier, accepter ou approuver l'accord intergouvernemental sur le réseau de chemin de fer transasiatique<sup>7</sup> ou y adhérer, a également encouragé les membres et les membres associés à accorder une attention grandissante à l'opérationnalisation des axes de transport prioritaires, et a

<sup>11</sup> E/ESCAP/63/13, chap. IV.

invité les institutions financières internationales et régionales ainsi que les donateurs bilatéraux à envisager d'accroître leur appui financier et technique au développement et l'opérationnalisation du réseau de chemin de fer transasiatique et du réseau de la Route d'Asie.

25. La Commission a prié le Secrétaire exécutif d'aider les membres et membres associés régionaux à concrétiser la vision à long terme d'un système de transport et de logistique international intermodal intégré qui est nécessaire pour relever les défis croissants de la mondialisation, d'accorder la priorité à la mise en œuvre de la phase I (2007-2011) du Programme d'action régional, y compris la mobilisation et l'affectation de ressources, d'entreprendre une étude approfondie sur la création d'un forum des ministres des transports d'Asie, ainsi qu'une étude basée sur les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique ainsi que sur les principales liaisons de transport Europe-Asie et autres liaisons interrégionales, qui définit les couloirs de transport prioritaires et les pratiques de référence et propose des mesures spécifiques, telles que des mémorandums d'accord, visant le développement efficace de ces couloirs, et d'assurer une coordination efficace avec les autres institutions des Nations Unies et organismes multilatéraux, ainsi qu'avec les organisations sous-régionales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Organisation de coopération économique, le secrétariat du Forum des Îles du Pacifique, l'Association sud-asiatique de coopération régionale et l'Organisation de coopération de Shanghai.

**Examen des modalités de coopération régionale pour la gestion des catastrophes naturelles, notamment la création d'un centre pour l'Asie et le Pacifique pour la gestion des catastrophes utilisant la technologie de l'information, de la communication et spatiale**

26. La Commission a décidé d'étudier plus avant les moyens de renforcer les systèmes de gestion de l'information et d'alerte rapide en matière de catastrophes coordonnés à l'échelon régional, notamment la possibilité de créer un centre régional pour la gestion des catastrophes utilisant la technologie de l'information, de la communication et spatiale. La Commission a en outre prié le Secrétaire exécutif de faire effectuer des études de faisabilité indépendantes sur les modalités d'un renforcement de la coordination et de la coopération régionales en ce qui concerne la gestion de l'information et l'alerte rapide en cas de catastrophe naturelle et, à cet égard, d'évaluer la possibilité de créer un centre régional pour la gestion des catastrophes utilisant la technologie de l'information, de la communication et spatiale dans la République islamique d'Iran afin de renforcer l'appui régional aux membres et membres associés en matière de prévention et d'atténuation des effets des catastrophes naturelles, cette étude devant être effectuée en consultation avec les entités régionales et internationales s'occupant de la gestion de l'information et de l'alerte rapide en cas de catastrophe, et de faciliter l'organisation d'un atelier sur les dispositifs de gestion de l'information et d'alerte rapide en cas de catastrophe.

**Report de l'examen du projet de résolution sur la création du centre pour l'Asie et le Pacifique pour la gestion des catastrophes utilisant la technologie de l'information, de la communication et spatiale à la soixante-quatrième session de la Commission**

27. À sa cinquième séance plénière, le 23 mai 2007, la Commission a décidé de renvoyer à sa soixante-quatrième session l'examen du projet de résolution soumis par la République islamique d'Iran sous le titre « Création du centre pour l'Asie et

le Pacifique pour la gestion des catastrophes utilisant la technologie de l'information, de la communication et spatiale ».

## C. Commission économique pour l'Afrique

28. À la quarantième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, la Commission a approuvé six résolutions et une déclaration ministérielle, qui sont ci-après portées à l'attention du Conseil.

### **Résumé de la Déclaration ministérielle adoptée le 3 avril 2007 à Addis-Abeba**

29. Les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ont réaffirmé leur adhésion aux objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que l'importance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)<sup>12</sup> comme cadre de développement de l'Afrique; ils ont approuvé la décision prise par le Sommet du Comité des chefs d'État et de gouvernement pour la mise en œuvre du NEPAD, à Alger, en mars 2007, de créer un organe de planification et de coordination du NEPAD; et ils ont également appuyé son intégration ultérieure dans la structure de l'Union africaine et ont loué le rôle joué par la CEA dans la coordination des efforts déployés par les organismes des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre du NEPAD et de la revitalisation du système des modules. Les ministres se sont également félicités de l'appui fourni par la CEA aux pays africains pour suivre l'application des engagements issus des conférences et sommets régionaux et mondiaux, notamment le Sommet mondial pour le développement durable, le Sommet mondial sur la société de l'information et le Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés<sup>8</sup>.

30. Les principaux éléments de la déclaration ministérielle, tels qu'ils figurent dans son appel à l'action pour la réussite, sont résumés ci-après.

### **Appel à l'action pour la réussite**

31. Nécessité d'agir sans délai : le temps étant compté pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, les ministres ont décidé de passer du débat sur les principes à l'élaboration de modalités pratiques pour une action à plus grande échelle; l'année 2007 doit être celle d'un redoublement d'efforts à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

32. Maîtrise et confiance en soi : nos pays doivent avoir la maîtrise des stratégies nationales globales de développement et avoir la ferme conviction que la tâche peut être accomplie, en disposant d'une marge de manœuvre politique suffisante pour concevoir des stratégies adaptées à leurs besoins spécifiques, le but étant de mettre fin progressivement à la dépendance vis-à-vis de l'aide.

33. Stratégies nationales de développement basées sur les objectifs du Millénaire pour le développement : d'ici à la fin de 2007, les stratégies nationales de développement et les dépenses à moyen terme doivent être alignées sur les objectifs,

<sup>12</sup> Voir A/57/304, annexe.

avec des modalités pratiques de mise en œuvre des initiatives à impact rapide, comme il a été convenu au Sommet mondial de 2005 et réaffirmé à la Conférence de 2006 sur le financement du développement, qui s'est tenue au Nigéria.

34. Suivi et évaluation : d'ici à la fin de 2008, un mécanisme de suivi et d'évaluation des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement devrait être mis en place dans nos États membres, et à cet égard, les ministres ont félicité la CEA d'avoir créé le Groupe de réflexion sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement.

35. Mobilisation des ressources intérieures : les ministres ont décidé d'accroître les dépenses intérieures consacrées aux objectifs du Millénaire pour le développement, en veillant à ce que les ressources dégagées par l'allègement de la dette et les recettes tirées des ressources naturelles ou provenant d'autres sources soient orientées vers la réalisation des objectifs; de promouvoir la microfinance; et d'améliorer le climat des affaires et des investissements pour attirer davantage d'investissements étrangers directs.

36. Investissements en faveur de l'égalité des sexes : reconnaissant l'importance cruciale, pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, d'améliorer la situation et la condition des femmes, les ministres ont pris la résolution d'accroître les investissements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes qui améliorent la condition des femmes, notamment dans les secteurs de l'alimentation en eau, de l'énergie, de l'éducation et de la santé.

37. Création d'emplois : reconnaissant le rôle central de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté et pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les ministres se sont engagés à intégrer des politiques de création d'emplois dans les programmes nationaux de développement et à accroître les investissements en faveur de l'emploi.

38. Revitalisation de l'agriculture africaine : les ministres ont pris la résolution de tout mettre en œuvre pour lancer, avant fin 2008, la révolution verte africaine, pour accroître la productivité agricole en garantissant l'accès des petits exploitants agricoles à des engrais et à des semences améliorées et en renforçant les services de vulgarisation agricole; et ils ont réitéré leur engagement de mettre en œuvre le Programme intégré du NEPAD pour le développement de l'agriculture en Afrique et d'allouer 10 % des budgets à l'agriculture, conformément à la décision prise par la Commission de l'Union africaine à Maputo en 2003.

39. Changements climatiques et développement : la CEA, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres institutions internationales, devrait mettre au point et appliquer le Programme d'informations climatiques pour le développement en Afrique (ClimDev Afrique), et les gouvernements devraient intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans leurs stratégies nationales de développement.

40. Statistique et capacités statistiques : les ministres ont demandé à la CEA, à la Commission de l'Union africaine et à la Banque africaine de développement de continuer à jouer leur rôle de coordination et de direction dans le développement de la statistique en Afrique, et de renforcer encore la collaboration avec les organismes régionaux et les organisations sous-régionales, y compris les communautés économiques régionales; ils ont décidé d'apporter leur soutien sans réserve aux

symposiums africains pour le développement de la statistique; et ils ont recommandé la poursuite du Programme de comparaison internationale (PCI) pour l'Afrique, afin de faciliter les comparaisons nationales et internationales.

41. Intégration régionale : les gouvernements et les partenaires de développement devraient financer l'exécution du programme du NEPAD pour l'infrastructure, et la Commission de l'Union africaine devrait collaborer avec les organisations de la société civile afin d'obtenir l'appui des populations africaines.

42. Financement du développement : la CEA, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, devrait évaluer l'état d'application du Consensus de Monterrey<sup>13</sup> en Afrique et proposer des moyens concrets permettant à tous les pays africains d'avoir effectivement accès au financement du développement dans le cadre des préparatifs de l'examen mondial à mi-parcours du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement, examen qui aura lieu au Qatar au début de 2008. En outre, la coopération Sud-Sud devrait être renforcée comme source complémentaire de financement du développement.

43. Aide pour le commerce : la CEA devrait collaborer avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement pour aider les gouvernements africains à mettre cette initiative en œuvre. Il s'agit notamment de définir des mécanismes nouveaux à travers les programmes nationaux et régionaux d'aide pour le commerce, afin de résoudre les difficultés de l'Afrique au plan commercial.

44. Accords de partenariat économique : conscients des difficultés que pourraient présenter pour nos États membres les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays africains, ainsi que la libéralisation des échanges qui va de pair avec les accords, les ministres ont prié l'Union européenne de dégager des ressources supplémentaires pour leur permettre de faire face au coût de l'ajustement et aux coûts connexes, et ils ont demandé qu'un nouveau cadre pour les accords soit adopté avant l'expiration du cadre actuel en décembre 2007.

45. Concrétisation des engagements relatifs à l'aide publique au développement (APD) : à l'occasion du Sommet du G-8 de 2007, qui s'est tenu à Heiligendamm (Allemagne), les ministres ont demandé aux dirigeants du G-8 d'indiquer un plan d'action clair pour la concrétisation de l'engagement qu'ils ont pris lors du Sommet de Gleneagles de doubler l'aide accordée à l'Afrique, afin que l'aide soit fournie de manière effective et prévisible. Tout en saluant les progrès accomplis par les pays de l'Union européenne pour ce qui est d'honorer leurs engagements d'accroître l'APD en faveur de l'Afrique, les ministres ont appelé en outre l'Union européenne et les autres partenaires de développement à honorer les engagements pris dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

46. Renforcement de l'appui des organisations internationales : les ministres ont demandé à l'ONU et aux institutions financières internationales de promouvoir les possibilités d'accroissement des investissements pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et la mobilisation des ressources nationales et externes nécessaires.

<sup>13</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7).

**Positionner la CEA de façon à relever efficacement les défis de l'Afrique**

47. Les ministres ont reconnu le rôle fondamental de la CEA dans la promotion du développement économique et social en Afrique et noté avec satisfaction le renforcement de la collaboration entre la CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement. Ils ont pris note du Plan d'activités de la CEA pour la période 2007-2009, qui définit l'orientation stratégique de la Commission et qui décrit un programme ambitieux et renforcé d'appui aux États membres; ils ont félicité le Secrétaire exécutif pour sa conduite des travaux; et ils ont exhorté les États membres et les partenaires de développement à appuyer le Plan avec des ressources appropriées.

**Résolution 847 (XL)****Aide pour le commerce**

48. La Commission économique pour l'Afrique a demandé aux partenaires de développement d'accélérer le travail qui reste à accomplir en ce qui concerne l'initiative Aide pour le commerce, afin que les pays africains puissent commencer à en recueillir les fruits, et a également exhorté les organismes donateurs et les bénéficiaires à accroître l'efficacité des programmes prévus au titre de l'Aide pour le commerce et à veiller à ce qu'ils soient conformes et propices aux initiatives d'intégration régionale et sous-régionale. La Commission a encouragé la participation du secteur privé africain, en tant que l'un des instruments de la mise en œuvre de l'initiative aux niveaux national et régional, et a demandé à son secrétariat d'aider les États membres et les communautés économiques régionales à rendre opérationnelle et à mettre en œuvre l'initiative, en étroite collaboration avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres organismes internationaux s'occupant du commerce. La Commission a réaffirmé son soutien au rôle que joue son secrétariat dans la mise en œuvre de l'initiative, notamment en ce qui concerne l'assistance qu'il apporte aux pays africains dans la définition de leurs programmes d'Aide pour le commerce aux niveaux national et régional, ainsi que pour le suivi et l'évaluation de son efficacité face aux défis commerciaux que doit relever l'Afrique. La Commission a également lancé un appel aux partenaires de développement pour qu'ils fournissent, de manière prévisible et durable, les ressources supplémentaires dont les pays africains ont besoin pour renforcer leur compétitivité et trouver des solutions aux problèmes liés à l'offre et aux infrastructures. En outre, la Commission s'est engagée à participer activement à la définition des priorités et à l'élaboration des programmes ainsi qu'à la mise en application de l'initiative Aide pour le commerce, en étroite collaboration avec les ministères du commerce.

**Résolution 848 (XL)****Financement du développement**

49. La Commission économique pour l'Afrique a encouragé les pays africains à mobiliser davantage les ressources intérieures, en concevant et en adoptant des politiques économiques appropriées permettant de stimuler l'épargne intérieure, d'augmenter les recettes fiscales intérieures, d'accroître les transferts de fonds et de freiner la fuite des capitaux. La Commission a invité les pays africains à créer un climat plus propice à l'investissement et à prendre les mesures nécessaires pour que l'accroissement de l'aide publique au développement n'ait aucune conséquence



néfaste sur les économies nationales. La Commission a exhorté les partenaires de développement de l'Afrique à redoubler d'efforts pour tenir les promesses qu'ils ont faites et les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis des pays africains, notamment des pays sortant d'un conflit et des pays à revenu intermédiaire, d'accroître le volume de l'aide, d'en améliorer l'efficacité et d'accorder un allègement de la dette, comme indiqué dans le Consensus de Monterrey<sup>13</sup>, le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique, la Déclaration de Paris de 2005 et la Déclaration du G-8 à son Sommet de Gleneagles de 2005, ainsi que lors du Sommet de 2005 sur l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement, et à appuyer des idées de financement novatrices et à honorer leur engagement en faveur de plans de financement à long terme permettant l'accès universel aux traitements, aux mesures de prévention et aux soins concernant le VIH/sida. La Commission a également appelé les pays africains à prendre une plus grande part aux travaux des organes délibérants et aux décisions des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. La Commission a demandé à son secrétariat d'organiser, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, une réunion pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey en Afrique et préparer la région à l'examen mondial à mi-parcours du Consensus de Monterrey. La Commission a félicité son secrétariat du rôle fondamental qu'il continue de jouer en menant des travaux de recherche et en fournissant une assistance technique aux pays africains sur les questions relatives au financement du développement et l'a encouragé à jouer un rôle actif, s'agissant de suivre et d'évaluer l'application par les partenaires de développement de l'Afrique des engagements internationaux qu'ils ont pris vis-à-vis de la région.

#### **Résolution 849 (XL)**

##### **Statistique et renforcement des capacités statistiques en Afrique**

50. La Commission économique pour l'Afrique a adopté le Cadre stratégique régional de référence comme guide pour le développement de la statistique sur le continent, comptant que celui-ci permettra aux systèmes statistiques nationaux africains d'être mieux à même de produire des statistiques fiables et de qualité; a invité les pays qui vont accueillir les prochains symposiums, avec le soutien approprié de la CEA, des Amis de la CEA, d'autres pays africains et des partenaires, à en assurer la pérennité en leur apportant un appui financier et en souscrivant pleinement aux recommandations du symposium de 2007; elle a demandé à son secrétariat, agissant en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, de renforcer son rôle de coordination en matière de développement de la statistique en Afrique, conjointement avec la Banque africaine de développement, et a appelé les partenaires de développement à apporter leur soutien au développement de la statistique en Afrique, notamment en fournissant des ressources financières suffisantes; elle a demandé en outre au Centre africain pour la statistique d'accroître son assistance aux pays africains afin de renforcer leurs capacités statistiques, pour qu'ils produisent des statistiques de qualité qui soient conformes aux normes internationales; et elle a recommandé que le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique soit poursuivi et renforcé de façon à faciliter les comparaisons internationales, notamment pour le suivi et l'évaluation de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et demandé à la

Commission de l'Union africaine, à la Banque africaine de développement et au secrétariat de la CEA de veiller à sa durabilité.

**850 (XL)**

**Projet de programme de travail et de priorités  
pour la période biennale 2008-2009**

51. La Commission économique pour l'Afrique a approuvé le Plan d'activités de la CEA pour la période 2007-2009, qui définit l'orientation stratégique du programme de travail de la CEA pour les trois années à venir; elle a exhorté les États membres et les partenaires de développement à soutenir le Plan en lui allouant des ressources suffisantes pour le rendre opérationnel; et elle a approuvé le projet de programme de travail et de priorités de la Commission pour la période biennale 2008-2009, en tenant compte du débat dont il a été l'objet, ainsi que des observations qui ont été formulées et des modifications qui ont été apportées à la réunion.

**851 (XL)**

**Institut africain de développement économique et de planification**

52. La Commission économique pour l'Afrique a fait siennes les recommandations du groupe d'évaluateurs externes contenues dans son rapport; a demandé au Secrétaire exécutif d'effectuer une évaluation approfondie des besoins et un audit de gestion pour mettre l'Institut à même de remplir sa mission; a également demandé au Secrétaire exécutif de prendre les dispositions voulues pour finaliser le rapport du groupe d'évaluateurs externes, en vue de le présenter à sa prochaine session; et elle a engagé les États membres ayant fait des annonces de contributions à honorer leurs engagements.

**852 (XL)**

**Changements climatiques et développement en Afrique**

53. La Commission économique pour l'Afrique a demandé à son secrétariat, agissant dans le cadre d'un partenariat avec la Commission de l'Union africaine ainsi qu'avec la Banque africaine de développement et en collaboration avec les institutions africaines et internationales compétentes, de prendre les mesures appropriées pour l'élaboration et la mise en œuvre effectives du programme ClimDev Afrique et de rendre compte des progrès accomplis à chaque conférence de la Commission; elle s'est engagée à appuyer pleinement la mise en œuvre du programme ClimDev Afrique et à intégrer la question du changement climatique dans la planification et la gestion de l'économie des pays africains; et elle a exhorté les partenaires de développement de l'Afrique à aider les États membres et les communautés économiques régionales à intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans leurs plans de développement nationaux et dans les activités visant à mettre en œuvre le programme ClimDev Afrique.